

Redéo, c'est quoi ?

par **Administration** le 9 avril 2014 dans **Economie**

Redéo est un projet, un compagnonnage, une construction.

– un projet qui prend en compte les difficultés rencontrées par la Bretagne, qui prend en considération le fait que la France est sur une mauvaise pente, dans une situation qui ne permet pas l'expression des talents, dans une trajectoire qui fragilise les hommes au travers du chômage et qui pourrait conduire à des troubles, si on en croit des augures qui s'appuient sur le passé révolutionnaire de la France.

Redéo veut agir aujourd'hui, il n'est jamais trop tôt.

– un compagnonnage en ce que Redéo rassemble des gens situés hors des classifications corporatives, hors des segmentations et des cloisonnements administratifs. Adeptes du bel ouvrage, le projet Redéo nous rassemble, nous, des personnes qui partageons des valeurs que je qualifierais d'humanistes, attitude renforcée par un attachement au pays. Nous sommes des bénévoles aux antipodes de la financiarisation et de la recherche de pouvoir ou de rentes. A cela, il conviendrait d'ajouter qu'il s'agit de manière générale de gens qui font, ou ont fait carrière dans le juridique, l'agriculture, l'enseignement, le culturel, la sécurité, dans des entreprises, ou dans des administrations.

– Redéo est une construction qui comporte tout d'abord :

– une association Redéo Association qui a pour ambition de rassembler les personnes qui se reconnaissent dans le projet Redéo. Ceci se fait au travers d'une adhésion sur le web www.redeo.fr

– un comité stratégique composé de volontaires engagés, de personnes prêtes à oser, de Bretagne et d'ailleurs, rassemblées dans la deuxième structure, Redéo-Action ; c'est en quelque sorte le cœur du réacteur, c'est là que se définissent la stratégie et les modalités de l'action globale conduite en considération du Territoire.

– un fond financier est constitué sous le nom de Redéo

Investissement. L'ambition de ce fond est, dans un premier temps, de financer le rachat de la partie bretonne des « champions étatiques » qui répondent aux 'besoins primaires' de la population bretonne.

– et enfin des sociétés dites 'opérationnelles' dont le capital, outre la présence de Redéo-Association, est constitué par des entreprises directement impliquées dans le segment d'activité considéré. C'est déjà le cas pour Redéo-Énergie. »

Pourquoi avoir choisi ce nom

Les premiers acteurs réunis pour conduire la réflexion sont partis de l'idée générale partagée en Bretagne, qui se décline dans la phrase suivante :

« Nous voulons une Bretagne Belle, Prospère, Solidaire et Ouverte sur le

Monde ».

Un leitmotiv largement repris par de très nombreuses associations et au-delà. Nous partions aussi de l'injonction disant « Rêve et Ose », une invitation à sortir de la morosité et de l'immobilisme. Le tout mis en breton, est devenu « Ret eo. » ce qui signifie : « il faut » et dans l'esprit qui est celui des Bretons nous dirions » 'ne te poses pas de question, c'est nécessaire « . En numérique c'est devenu Redéo.

Qui est à l'origine, quels sont les responsables, pourquoi cette initiative. Depuis plus de 6 années, des personnes issues du monde associatif de Bretagne se retrouvent chaque mois pour échanger et s'informer de la situation, pour parler du pays et des initiatives qui pourraient être prises. Sans que l'on puisse dire exactement où et quand, c'est par des échanges entre des gens qui représentent la diversité des Bretons qu'est née l'idée de ne plus subir le déclin dans la passivité.

Les responsables de Redéo sont nombreux, je dirai qu'ils sont tous responsables, ils le sont dans l'esprit et dans l'action, l'idée étant que chacun est porteur d'une parcelle de la Société.

Les structures juridiques sont construites à minima et, dans l'instant, les personnes figurant aux statuts sont deux hommes et deux femmes dont moi-même qui suis vice-président de Redéo Association.

Quelle est son ambition ?

L'ambition de Redéo est de contribuer à faire en sorte que la Bretagne arrête de plonger et retrouve sa compétitivité pour recréer des emplois et assurer une vie meilleure. Notre initiative n'exclut aucune autre : le chantier est si vaste qu'il n'y aura jamais trop d'artisans pour faire grandir l'espoir.

Nous sommes partis de l'idée que, pour plus de compétitivité, le premier pas nécessitait de dépenser moins, ainsi que chacun le fait à la maison.

En analysant les dépenses des Français nous avons observé qu'en moyenne 35% de leurs revenus partaient dans ce que nous appelons les 'besoins primaires', dans ses dépenses dites : 'volontaires obligatoires'. Il s'agit de l'eau, du gaz, de l'électricité, des transports, des assurances, de la banque et bien d'autres choses telle la téléphonie. C'est volontaire parce que vous tournez l'interrupteur ou le robinet, mais obligatoire parce que nous n'allons pas vivre sans eau ou dans le noir.

Ces activités ont été libéralisées sous la pression de la Communauté Européenne mais l'organisation de la France fait que moins de 10% des citoyens ont quittés les opérateurs historiques quand, dans les pays voisins, ils sont plus ou moins 50% à l'avoir fait, et pourtant ici aussi les écarts de tarifs sont fréquemment de 15 ou 20%. Voyez Free, voyez l'action d'U.F.C. Que Choisir qui s'est associée au fournisseur belge Lampiris pour négocier auprès de 150.000 consommateurs 13% de rabais sur le gaz. Les entreprises françaises qui assurent ces prestations sont en situation de monopole ou d'oligopole et en profitent pour imposer des tarifs prohibitifs. Elles réalisent

des sponsoring divers et variés qui ne correspondent pas toujours à l'intérêt ni des citoyens, ni des entreprises du territoire de la Bretagne.

Au départ Redéo agit en direction des entreprises pour abaisser leurs coûts d'approvisionnement mais, progressivement, nous allons étendre nos actions vers les consommateurs. Nous considérons pouvoir augmenter le pouvoir d'achat des Bretons d'environ 5 % et ça c'est du net, après impôts !

Ce faisant nous permettrons à la Bretagne de retrouver une meilleure compétitivité pour profiter avant toute autre région de la reprise des activités économiques le jour où le réalisme reprendra place en France.

Au-delà de l'aspect pécuniaire, Redéo s'intéresse à la 'doctrine de l'entreprise' en raison de la présence dans nos cercles des juristes fondateurs de 'l'école de Rennes'.

La Bretagne doit continuer de faire la différence par ses Valeurs.

Comment Redéo peut-il contribuer à relocaliser l'emploi en Bretagne ?

Nous voulons impacter l'emploi au travers de plusieurs ambitions stratégiques :

– L'une porte sur la mise en œuvre locale de sauts technologiques et, par exemple, il est aujourd'hui possible de créer des unités de production de bio-diésel à partir de matières plastiques de récupération, la rentabilité est atteinte à raison d'une usine pour 1 million d'habitants. Ceci est impossible à mettre en œuvre aussi longtemps que les Champions Étatiques préfèrent expédier nos déchets à l'autre bout de la France, voir en Belgique. De même il est possible de créer des unités de craking de matières grasses et, après en avoir retiré certains acides gras de grande valeur ces matières conservent ensuite les mêmes pouvoirs, pour la méthanisation par exemple.

Cette façon de faire est bénéfique pour l'économie et pour l'écologie.

– Une autre approche que nous pouvons mettre en œuvre porte sur la construction de plans stratégiques sur des thèmes d'intérêt pour la Bretagne, nous pouvons penser aux algues, au bois et à tant d'autres activités, il nous faut anticiper pour éviter des catastrophes comme en volaille, en porc, sans parler de celle qui s'annonce en lait. Notre ambition est que la chose économique et l'emploi soient réfléchis avec une anticipation de 10 ou 15 ans. Ces choses sont hors de portée pour des gens qui ont des mandats de 5 ans, quelle que soit leur qualité.

Il suffit de regarder comment font les pays qui gagnent.

Si cela apparaît encore incongru aujourd'hui, il n'en sera plus de même si par malheur le nombre de chômeurs officiels atteint les 5 millions.

Et bien sûr il s'agit d'abaisser le coût de la vie pour gagner des points de compétitivité. Se loger en Allemagne coûte 30% de moins qu'en France, la nourriture y est 20% moins chère, tout cela doit se retrouver dans les salaires et accroît d'autant l'écart des revenus apparaissant dans les comparaisons statistiques avec les pays voisins. Chacun devrait comprendre que l'emploi

ne peut se développer qu'à partir du moment où nous aurons retrouvé le seuil voulu de compétitivité ; auparavant les efforts n'ont pas plus de résultats que d'abaisser de 3 mètres à 2 mètres le niveau d'eau dans la piscine, alors que vous ne savez nager !

Les efforts sur la dépense publique sont nécessaires, mais ils ne seront pas suffisants si le coût de la vie et donc aussi les dépenses 'volontaires obligatoires' ne sont pas abaissées. Qui peut le faire, l'état, les élus, vous, moi... Redéo considère que dans l'instant ce serait mieux de le faire ensemble, que ce soit fait par des professionnels déjà aguerris, en attendant d'en former d'autres.

Mais nous avançons aussi sur d'autres thèmes avec des Ehpad. Il est des perspectives pertinentes à bien des égards, le monde n'est pas statique. Par exemple, dans le changement à venir de dizaines de millions de compteurs électriques, ce qui rapporte ce n'est pas tant la vente des neufs que la démonte des vieux, il est des ateliers protégés qui peuvent le faire.

Bref , le champ des possibles est immense, il est plus de 20 segments identifiés, au rythme de 3 ou 4 par an nous en avons pour 5 ans au moins... Peu d'entreprise ont un tel carnet de commandes !

Si un jour la France n'est plus en situation d'emprunter son milliard quotidien, ceux qui n'ont pas compris que 'ça va faire drôle' peuvent s'entraîner à la prévision, Redéo travaille aussi pour eux comme pour les autres.

Depuis quand Redéo est-il opérationnel et quel en est le premier bilan ?

Redéo est né d'un constat, nous l'avons dit plus avant, d'un 'appel, lancé le 18 juin 2013 à Pontivy par le CCIB (Comité de Convergence des Intérêts Bretons)

Ensuite il y a eu la réunion de St Gonnelly, le 28 août. Nous avons invité une centaine d'entrepreneurs, il en est venu plus de 200, c'était pathétique : pour la première fois des entrepreneurs angoissés osaient ensemble parler vrai. Il y a eu « l'alerte au feu », le 16 octobre, des milliers d'entreprises fermant pendant une heure. Cette fois encore nous sommes apparus tels des hurluberlus.

Rien n'y faisant et, les faillites s'accéléraient, nous avons lancé Redéo le 10 décembre dernier à Rennes alors que les Bonnets rouges criaient leurs douleurs.

Depuis nous avons construit l'entreprise Redéo-Énergie avec des entreprises qui mettent chacune 50.000€ au capital, des sociétaires concernés aux côtés de Redéo Association qui porte la volonté de pérenniser l'attache au territoire, ceci de façon à ce que, dans les tarifs pratiqués, nous ne trouvions plus la charge correspondant au remboursement de quasi LBO réitérés chaque 5 ou 7 ans.

Les premiers contrats d'approvisionnement vont être signés avant la fin du mois. Nous penserons global et n'hésiterons pas à bousculer les choses pour

trouver des réponses qui feront cesser l'injection de millions de kW dans le sol.

L'entreprise Redéo-Assurance vient de trouver son modèle économique, ça va aller vite.

Nous travaillons à une coopérative numérique, une coopérative territoriale sécurisée sur laquelle pourrait s'établir des talents locaux qui aujourd'hui s'expatrient, les mutations de SFR créent des possibilités.

Il en va de même avec la mise en vente de Transdev (quasi-monopole du ramassage scolaire). Bref, le craquement d'un système vieux de 50 ans donne plein d'opportunités à la Bretagne, à une Bretagne qui a foi en elle-même et qui anticipe. La France quant à elle, comme elle l'a fait pour ses autoroutes, va devoir vendre ses Champions Étatiques, les vendre et inventer des Ecotaxes pour retrouver des revenus pour sa drogue.

Il n'y a pas de raison que nous laissions 'remonter' à Paris les 16 milliards d'€ que les Bretons thésaurisent chaque année, cet argent est le leur, c'est le nôtre. « J'aime ma banque » certes, mais je lui préfère mes enfants.

Mieux vaut investir dans des ETI bretonnes dédiées à nos besoins primaires plutôt que de se faire gruger demain au travers de tarifs décidés au Qatar. Plus les Bretons sont parcimonieux, plus ils thésaurisent et plus ils assèchent le territoire. Il nous faut leur offrir des projets plus pertinents que le livret A, faire du A' plus sécurisants que l'assurance vie. Chypre est passé dans les têtes !

C'est notre point de vue, s'il en est d'autres, alors qu'ils s'expriment, ret eo.

Si, dans votre question relative au bilan de Redéo vous entendez aussi l'accueil qui lui est réservé alors disons que, par le monde de l'entreprise, l'accueil est enthousiaste, pour preuve les 'tickets' à 50.000€ ; quant aux citoyens qui comprennent l'économie, la question est « quand pourrons nous y avoir accès ».

Le plus étonnant est l'accueil par les dirigeants des champions étatiques qui pour certains nous disent... « Nous avons honte de facturer pour les gens modestes 10€ de plus par mois pour le téléphone que le prix fait aux autres ; nous abusons de leur crédulité pour des effets marketing, nous profitons de ce qu'ils ne soient plus bancarisés pour alourdir la facture et agrandir la fracture sociale. »

Ces gens ont souvent deux cartes de visite, celle de leur entreprise et une autre personnelle, celle-là : « une façon de partir à Londres ! »

Comment les Bretons peuvent-ils participer à cette démarche.

Dans l'immédiat je crois que la meilleure attitude est d'adhérer à Redéo-Association comme je l'ai indiqué plus avant, cela se fait sur le web 'www.Redeo.fr' la cotisation annuelle est à 10€. Nombre de Bretons nous proposent leur assistance, « j'ai 50 ans, je suis Centralien, je suis préfet... je voudrais redonner du sens à ma vie », c'est encourageant mais notre démarche se doit d'être rigoureuse et pas trop sentimentale, elle doit être parfaitement légale, professionnelle et parcimonieuse. Nous agissons à l'horizon de dix ans, nous devons être responsables, c'est du quotidien de la

vie de chacun dont il s'agit. L'action ne peut être conduite que par des gens expérimentés et qui, par certains côtés, ne doivent pas avoir peur de prendre des risques personnels, ce monde n'est pas celui des bisounours.

Cependant si certains ont la compétence et l'ambition de servir ainsi la Bretagne, ils peuvent nous contacter. Le choix des sujets et des avancées sont déterminés en raison des compétences réunies dans la durée et d'une économie possible de l'ordre de 15% sur les tarifs actuels.

Combien de temps vous donnez vous pour parvenir à des résultats concrets, en jouant sur quels leviers, dans quels réseaux ?

Je reprendrais la phrase de Coubertin, « l'essentiel est de participer », adhérents, acteurs, militants, chacun selon son désir.

Je le dis ainsi parce que, une dérive établie depuis 30 ans mettra plus ou moins le même temps pour être corrigée. Pour ce faire il nous faut avancer deux fois plus vite que les pays voisins, nos concurrents, ils ne nous attendront pas.

Les gens de Redéo travaillent et s'exposent pour les générations suivantes. C'est comme si nous plantions une forêt.

Un premier résultat serait que nous arrêtions d'endetter nos enfants, je ne pense pas trop à ceux qui partent mais plutôt à ceux qui restent.

Un second résultat serait que les 'riches' arrêtent de fuir et qu'ils aient préférence à investir leur argent dans le financement de moyens collectifs indispensables à la vie. Pour les 15 ou 20 ans de difficultés que nous allons connaître, placer son argent dans les entreprises prodiguant des biens nécessaires à la vie n'est pas un si mauvais placement. Nous attendons des riches qu'ils contribuent à la mutualisation de ces biens collectifs ; ne vaudrait-il pas mieux détaxer les investissements faits dans ces entreprises 'mutuelles', ainsi que sont détaxées les œuvres d'art, plutôt que de voir s'expatrier des entrepreneurs et de faire venir de l'argent du Moyen-Orient, argent détaxé celui-là.

Nous avons, il me semble, dans le passé, déjà commis pareilles erreurs stratégiques.

La ligne de vie de Redéo conduit à positionner nos actions dans la construction plutôt que dans la critique, à le faire dans la légalité, avant que ne s'exprime le non droit en Bretagne aussi, à s'activer sur les activités qui relèvent du commerce, celles des libres choix des citoyens.

Nous comprenons avec sympathie le mouvement des 'Bonnets Rouges' qui se situe encore davantage dans la revendication. Nous sommes complémentaires.

Il est dramatique de constater que nous avons 99% de ce qu'il faut pour une vie heureuse et que les déficiences du 1% restant fassent de la France le pays le plus pessimiste au monde.

De même qu'il est dit que ce ne sont pas les inégalités mais les injustices qui déclenchent les révoltes, disons que ce n'est pas la pauvreté qui sape le moral, c'est le gâchis.

Les leviers sur lesquels nous nous appuyons sont ceux qui sont spécifiques à la Bretagne, tels le courage, la probité, la parcimonie...

Et par exemple :

L'économie souterraine en France est de l'ordre de 14 à 15%, selon la Cours des Comptes, quand elle est de moins de 3% en Bretagne, ceci fait que, quand la fiscalité augmente, l'honnêteté devient une valeur funeste.

Les dépenses de Sécurité Sociale sont en Bretagne de 25% inférieures à la moyenne nationale. La solidarité nationale oui, mais pas au prix de sa propre ruine, il nous faut y réfléchir. Les élus nationaux de la Bretagne ne devraient-ils pas inviter la France à mettre en marche les spirales vertueuses plutôt que de contribuer au maquillage des chiffres.

Et bien sûr nous nous appuyons aussi sur la conscience citoyenne et le militantisme des Bretons qui sont des leviers extrêmement puissants pour convaincre les Champions Étatiques que, faute de nous écouter, nos préférences pourraient se transformer en préconisations, il est des géants aux pieds d'argile.

Il est des organisations qui s'appuient sur les leviers de la peur ou de la perte de légitimité, ce n'est pas le jardin de Redéo. Nous devons endiguer la zone des dépenses publiques qui sont hors contrôle, les mettre hors liaisons incestueuses avec celles de la zone des dépenses 'volontaires obligatoires' des citoyens, ces dernières qui relèvent de leur libre choix.

Voici pourquoi Redéo dit : « fait comme à la maison. »

Quant aux réseaux qui peuvent convaincre, il suffit de voir dans quelles associations les Bretons mettent leur confiance. Ce mardi 25 mars nous étions au Roudourou avec Agriculteurs de Bretagne, un grand moment pour une association qui n'a que 20 mois d'existence. Les réseaux d'entreprises et ceux du monde culturel sont deux fois plus nombreux ici qu'ailleurs en France, il y a du répondant, le tarissement des subventions va avoir un fort impact libérateur.

Qu'ont les Bretons à gagner en soutenant une telle initiative ?

D'un clin d'œil je leur dirais « qu'allez-vous perdre si vous le faites ». C'est une manière de dire qu'il faudra sortir des réflexes et prétentions des périodes de croissance alors que, si ce n'était la dépense publique qui gonfle les déficits, nous serions en récession.

Einstein disait à peu près ceci : « ce n'est pas en continuant selon les principes qui ont conduit au désastre que l'on en sortira ».

J'entends régulièrement que nombre de parents disent travailler pour leurs enfants : ont-ils une meilleure occasion de le faire qu'en adhérant à Redéo.

De telles démarches ont-elles cours ailleurs en France ou en Europe ?

Nous sommes sollicités par d'autres régions notamment par des personnalités du monde économique, les deux demandes de la semaine passée nous viennent de l'Alsace et du Languedoc Roussillon. Mais, nous avons tant à faire ici que nous ne pouvons répondre à toutes les sollicitations. Nous expliquons qu'il nous faut plus de temps pour être assurés d'avoir raison.

À dire vrai, nous considérons que, faute de pouvoir exporter avant longtemps et ce faisant recréer de l'emploi, il reste à la Bretagne la possibilité de conquérir des marchés dans les autres régions françaises.

Alors, prenons de l'avance et après, on verra.

Quant à nos échanges avec d'autres régions d'Europe, oui nous en avons et notamment avec la Hollande sur des anticipations à 20 ans. Un groupe de Néerlandais sait le faire au sein de la Société Civile, avec l'université de Wageningen. À notre contact, ils sont intéressés à comprendre ce qu'il ne faudra pas qu'ils fassent.

Aux Pays-bas, le gouvernement suspend parfois les règlements sur un territoire pour donner aux citoyens le temps de trouver une solution locale plus pertinente et plus consensuelle qu'un règlement décidé à la capitale, même si chez eux la capitale n'est jamais à plus de 150 km. Ceci est construit en transparence, sur le web, ils en font parfois des émissions de télévision, c'est étonnant.

En Bretagne, nous avons vu que les mêmes dispositions ne fonctionnent pas, cette partie de notre cerveau a été ici trop 'domestiquée' comme l'écrivait Saint Exupéry dans le Petit Prince. Il nous faudra du temps pour réapprendre la liberté.

Quel beau projet pour des formateurs libérés qui seraient capables de réveiller cette partie de notre cerveau devenu reptilien. L'arrivée de '.bzh' est une occasion fantastique qu'en aucun cas il ne faut manquer, il nous faut donner du corps à cette signature.

D'autres Bretons doivent réveiller cet espace d'initiative chloroformé, ret eo qu'un peuple de marins hisse d'autres voiles. Nous sommes loin du cœur de l'Europe, alors profitons-en pour respirer un air qui n'a pas encore servi, découvrons de nouvelles libertés à conquérir. Il est dit que nos enfants sont les plus studieux, que ceux qui sont au Pen ar bed sont là parce qu'ils n'ont pas pu aller plus loin. Disons-leur pour que leur vie ait un sens : l'important n'est pas qu'ils gagnent à Paris, c'est qu'ils fassent gagner la Bretagne dans le monde.

Un jour inmanquablement on nous ouvrira la cage aux oiseaux, la liberté nous sera redonnée, à moins qu'elle ne soit prise ; faute de s'y préparer, le 'choc de simplification' restera sans effets. Le pire serait que, alors, nous restions dans la cage, victimes du syndrome de Stockholm.

Pour conclure sur Redéo et, pour ceux qui n'entrent pas dans la sociabilité

par le volet économique je dirais que les 'tuyaux', les câbles, les ondes qui relient la maison au territoire sont devenus des moyens réglementés de prédation par et pour une main invisible venue d'en haut, si nous demeurons sur les mêmes vibrations cette frontière administrative va devenir soit des friches dans le monde rural, soit des zones de non droit dans les zones urbaines, Redéo a l'ambition un peu folle d'en faire des liens mutualisés de fraternité pour ceux d'en bas.

« Fais comme à la maison » pour tout ce qui est le prolongement de ta maison.

Il Faut, il faudra libérer les intelligences, les énergies, et ainsi redonner sa chance à la France.